

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice 67

Présents 53

Votants 64

Dont 11 procurations

OBJET :

VENTE DE BIENS :

DECLASSEMENT DE

LA MAISON DU BAZOIS

L'an deux mille vingt trois le : Jeudi 13 Avril à 18 H 30
le Conseil Communautaire dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la Salle des Fêtes de Luzy
sous la Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.

Date de convocation : 6 Avril 2023

Etaient présents :

- Achun : Denis LARUE
- Alluy : /
- Aunay en Bazois : William BARDOT Supplée
Patrick CHAUSSAT
- Avrée : Georges CHATEAU
- Biches : Xavier BUISSON
- Brinay : Pierre TISSIER-MARLOT
- Cercy-la-Tour : Sébastien DESCREAUX,
Alain REININGER, Jean-Michel AGEZ,
Monique BERNARD, Marie-Laure
PARMENTIER, Michel MULOT.
- Charrin : Serge CAILLOT
- Châtillon-en-Bazois : Christine MASCARELLO,
Jean-Christophe SAVE
- Chiddes : Bernadette MADINSKI
- Chougny : Thierry LAPORTE
- Dun sur Grandry : /
- Fléty : Romain COUGNY
- Fours : David BONGARD
Frédéric LEMOINE
- Isenay : Pascal PETIT
- La Nocle-Maulaix : Pascal PERRIN
- Lanty : Annick BERTRAND
- Larochemillay : Nathalie MICHON
- Limanton : Dominique FOUSSE
- Luzy : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN,
Florence CHANDIOUX,
Thierry DESCOURS



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 03 1051 2023

Publié ou notifié
le : 03/05/2023

Envoyé en préfecture le 03/05/2023

Reçu en préfecture le 03/05/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230413-2023_CC_086-DE

S²LOW

.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : Christian POUCHELET
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron** : /
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG, Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : Michel DURAND
- **Poillay** : Christian COURAULT
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : /
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : /

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poillay** : Bernard LEBLANC
- **Semelay** : Guy LAFFAYE
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : Christian SIMONET
- **Tazilly** : Pascal GUERIN
- **Ternant** : Olivier FOREST
- **Thaix** : /
- **Tintury** : /
- **Vandenesse** : Patrick CHARON
- **Villapourçon** : Patrick LORGÉ

Procurations de :

- 1 – Mme Christiane MAURY- JOSSERAND à M. Thierry LAPORTE
- 2 – Mme Pascale CHAMARD à M. Jean-Pierre FREGUIN
- 3 - M. Michel MARIE à Mme Christine MASCARELLO
- 4 – M. Alban BEAUZON à M. Serge DUCREUZOT
- 5 – M. Olivier FAURE à Mme Florence CHANDIOUX
- 6 – M. David JOYEUX à M. Alain REININGER
- 7 - Mme Sylvie DELAVELLE à Mme Jocelyne GUERIN
- 8 – Mme Floor NUSINK à M. Gilles GONIN
- 9 - M. Jean-Paul MARGERIN à Mme Annick BERTRAND
- 10 – M. Patrice BONNET à M. Serge CAILLOT
- 11- M. Thierry BEUGNON à M. Pascal PETIT

VENTE DE BIENS : DECLASSEMENT

DE LA MAISON DU BAZOIS

Mme Marie-Claire RANVIER, Vice-Présidente en charge du développement économique, explique que le Conseil Communautaire a délibéré lors de sa réunion du 9 mars en vue de procéder à la vente de la Maison du Bazoïs, sur proposition de la Commission Economie, et de retenir la proposition de Monsieur Yoann LABASTIRE, pour faire un magasin de réparation de motos (déjà existant à Châtillon en Bazoïs, mais l'entreprise souhaite étendre son activité).

Le Notaire, Maître BLOIN, à Châtillon en Bazoïs, a été saisi et a demandé à la Communauté de Communes une délibération sur le déclassement du bâtiment, en expliquant que le bâtiment ayant reçu du public, et ayant été affecté à un service public, sur lequel des aménagements spécifiques ont été effectués, une délibération autorisant le déclassement devait être prise, et ceci préalablement à la décision de vente, devait être effectuée.

L'article L. 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), précise que le « *domaine public d'une personne publique mentionnée à l'article L. 1 est constitué des biens lui appartenant qui sont **soit affectés à l'usage direct du public, soit affectés à un service public** pourvu qu'en ce cas ils fassent l'objet d'un aménagement indispensable à l'exécution des missions de ce service public* ».

Nous avons saisi les services de l'Etat, qui nous ont répondu le 5 avril :

« Vous interrogez le service du contrôle de la légalité au sujet de la vente de la Maison du Bazoïs.

Votre Notaire indique que la Maison du Bazoïs est un bien du domaine public et que le fait qu'il ne soit plus utilisé depuis 2016 ne change pas sa nature. Votre service juridique soulève l'argument que le bien n'est pas du domaine public car il était affecté à usage de bureaux et le Conseil d'état du 23 janvier 2020 conforte cette analyse.

Toutefois, la Maison du Bazoïs n'était pas uniquement des bureaux. Il y avait également une salle de concert et une salle d'expositions. Dans la décision du CE 23/01/2020 n°430192 que vous citez, il est bien rappelé "aux termes de l'article L.2211-1 du CGCT font partie du domaine privé les biens des personnes publiques mentionnées à [l'article L. 1](#), qui ne relèvent pas du domaine public par application des dispositions du titre Ier du livre Ier. Il en va notamment ainsi des réserves foncières et **des biens immobiliers à usage de bureaux, à l'exclusion de ceux formant un ensemble indivisible avec des biens immobiliers appartenant au domaine public.**"

La Maison du Bazoïs n'était pas exclusivement des bureaux **mais était aussi ouverte aux publics dans le cadre des concerts et des expositions.**

De ce fait, vous devez procéder à **un reclassement dudit immeuble** ».

.../...

Ainsi il convient de délibérer sur le déclassement de la Maison du Bazoïs avant de délibérer sur sa vente.

Monsieur le Président explique qu'en vertu de l'article L. 3111-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP) **les biens du domaine public sont imprescriptibles et inaliénables, c'est-à-dire dire qu'ils ne peuvent être vendus.**

Les exceptions à la règle :

- Si l'acquéreur du bien est une **personne privée**, la vente nécessitera toujours un déclassement.
- Si l'acquéreur du bien est une **personne publique**, deux situations se présentent :
 - soit le cessionnaire acquiert le bien pour son domaine privé et, dans ce cas, un déclassement est nécessaire ;
 - soit le cessionnaire destine le bien à son domaine public, pour l'exercice de ses compétences, et dans ce cas, le déclassement n'est pas nécessaire (article L. 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, qui dispose que : Les biens des personnes publiques mentionnées à l'article L. 1, qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, **lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.**).

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- constate la désaffectation de la Maison du Bazoïs, en tant qu'elle n'est plus utilisée pour le service public et qu'elle n'est pas ouverte au public ;
- en prononce le déclassement du domaine public et de l'intégrer au domaine privé intercommunal.

Voix pour 49, abstentions 12, contre 3

Envoyé en préfecture le 03/05/2023

Reçu en préfecture le 03/05/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230413-2023_CC_086-DE



Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 13 Avril 2023

Le Président,
Serge CAILLOT.

Le Secrétaire de Séance,
Gilles GONIN.

